

autres années: 1959, 9,4; 1960, 9,6; 1961, 11,3; 1962, 9,1. En 1963, les choses ont changé avec l'arrivée des libéraux au pouvoir. Le chômage s'est mis à décliner, et le mal était circonscrit au début de 1963, comme il le sera de nouveau grâce au gouvernement actuel. Que l'opposition officielle nous épargne ses sermons; qu'elle se souvienne plutôt de l'ineptie crasse dont elle a fait montre lorsqu'elle a eu l'occasion de réduire le chômage au Canada ou de combattre l'inflation.

L'ancien premier ministre de la circonscription de Prince Albert ne nous a même pas donné une citation exacte au sujet de la société juste. Quand l'expression a-t-elle été employée pour la première fois? A en croire le très honorable représentant, on en doit la paternité à Mao, et ses amis conservateurs de s'exclamer: «N'est-ce pas affreux? C'est du communisme!» Monsieur l'Orateur, ce sont les chartistes qui employèrent les premiers, en Angleterre, en mai 1838, l'expression «société juste» et l'on évoquait l'expression, que condamne le très honorable représentant, pour demander un découpage équitable des circonscriptions, le vote secret, la limitation à un an des législations, une indemnité parlementaire et le suffrage universel. L'idée ne vient pas de Mao; elle s'inscrit dans l'évolution du parlementarisme britannique. Le très honorable représentant devrait mieux connaître son histoire. Grâce à nos gouvernements libéraux, les idéals proclamés par les chartistes sont devenus une réalité au Canada. Ne déformons pas l'histoire.

En fait, le très honorable représentant a dit: «Laissez-nous reprendre le pouvoir et tout s'arrangera.» Voici ce qu'il disait à la Chambre en janvier 1959 au sujet du chômage: «Je relate ces faits afin que l'on sache à quoi s'en tenir plutôt que de les voir embrouillés par des déclarations extravagantes avec des termes exagérés.» Nous en avons entendus des termes extravagants de la part de l'opposition ces jours-ci! Mais voici ce que le très honorable représentant déclarait, comme en fait foi le hansard du 19 janvier 1959, à la page 67:

● (9.10 p.m.)

Je me rends compte de la situation et de sa gravité. Je vois la nécessité de prendre des mesures, et je vous ai fait part des mesures qui ont été prises.

Parlons-en de ces mesures; le chômage atteint 11,3 p. 100.

Nous nous trouvons dans la situation suivante:

Le gouvernement se trouvait dans plusieurs situations à cette époque.

si nous plaçons plus d'argent en circulation et facilitons l'obtention du crédit, nous allons à une tendance inflationniste.

[M. Perrault.]

Il ne possédait pas cette perspicacité économique l'autre soir. Il continue:

Si nous nous refusons à ces mesures, les chômeurs vont en souffrir. Il y a une grande question à laquelle les économistes n'ont pas encore pu répondre à ce jour, et c'est la situation exceptionnelle où nous nous trouvons en ce moment.

Que l'opposition officielle fasse son profit des paroles prononcées par le très honorable représentant en 1959. Il avait alors déclaré que la situation exigeait l'initiative de tous les partis en vue de résoudre le problème. La situation est différente maintenant, n'est-ce pas? On attaque sans cesse le gouvernement à une époque où une certaine entente devrait régner entre les partis, en vue de lutter contre le problème qui nous assaille.

L'hon. M. Ricard: Vous auriez dû être ici en 1960.

M. Perrault: L'inflation existe au Canada et il est peu réconfortant pour ses victimes de se faire rappeler que la plupart des pays du monde doivent faire face au même défi que les Canadiens. Les dernières données disponibles révèlent que l'inflation est plus accentuée dans divers pays. La situation canadienne a été décrite comme étant désastreuse. Un député de l'opposition officielle a déclaré l'autre jour que dans tous les pays du monde on trouve la situation du Canada humiliante, ce qui est une déclaration exagérée et peu sérieuse. La réputation du Canada est meilleure qu'elle ne l'a jamais été.

M. Hales: Pas aux États-Unis.

M. Perrault: Je conteste cette déclaration. Voici les pourcentages d'inflation annuel dans d'autres pays: France, 6½ p. 100; Japon, 6 p. 100; États-Unis, 5½ p. 100. En ce qui concerne le Royaume-Uni, nos amis qui siègent à l'autre bout de la Chambre nous ont fait aujourd'hui une conférence en économie nous démontrant comment le socialisme contient toutes les réponses à l'inflation et au chômage. Au Royaume-Uni, le pourcentage en est plus élevé que chez nous. Il est de 5½ p. 100. Nous ne sommes donc pas seuls. Nous n'avons pas à nous en trouver satisfaits. Il faudrait, en réalité, que cela nous engage à faire mieux. D'autres sont convaincus que quelque formule magique, fiscale ou financière, appliquée par le gouvernement canadien suffirait à résoudre ces problèmes en une nuit. Tous les soirs depuis celui où a été présenté le budget, les gens se tournent vers leur poste de télévision pour écouter quelque diplômé frais émoulu de l'une des universités canadiennes faisant une étude définitive du budget. Ce sont eux qui ont toutes les réponses.